

que le gouvernement turc le comprendra sans qu'il soit besoin qu'une escadre internationale reparaisse dans la mer Égée. L'Europe, quand elle a entrepris la politique des réformes, s'est obligée elle-même à la mener à bien ; elle s'est reconnue responsable vis-à-vis des populations macédoniennes et elle ne peut se dispenser d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle ait organisé en Macédoine un régime où toutes les populations trouvent des conditions acceptables de vie et de travail. Elle n'a plus le droit d'abandonner son entreprise ou d'y échouer, parce que sa tentative même a donné aux populations une conscience plus aiguë de leurs misères et de leurs aspirations. Mais quand le régime turc sera-t-il si bien amendé et la Macédoine si bien pacifiée qu'elle pourra être abandonnée à elle-même ? Il est encore impossible de le prévoir.

Reste une autre hypothèse : celle d'une solution violente, d'une guerre qui chasserait les Turcs de Macédoine, peut-être d'Europe, ou qui, au contraire, leur rendrait le prestige de la victoire et les encouragerait à persister dans leurs anciens errements. D'où pourrait venir, à l'heure actuelle, une intervention militaire ? Pas d'une grande puissance européenne. La politique austro-hongroise et la politique russe, dans les Balkans, sont conservatrices, elles se réclament du principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Quiconque d'ailleurs voudrait s'en prendre au Sultan trouverait sans doute en face de lui la force allemande. Il paraît donc possible d'écarter pour le moment toute crainte d'une guerre comparable à celle de 1878. Restent les États de la péninsule. Un seul d'entre eux, la Bulgarie, peut être regardé, grâce aux grands progrès militaires qu'il a réalisés et à sa forte organisation, comme en état de tenir tête à la